



**MINISTÈRE  
DE L'EUROPE  
ET DES AFFAIRES  
ÉTRANGÈRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**CONDITIONS PARTICULIÈRES D'ACCÈS AUX CONCOURS  
ADMINISTRATEUR DE L'ÉTAT « CONCOURS D'ORIENT »**

**Note importante :** *Les ressortissants des Etats membres de l'Union européenne, d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen autres que la France, de la Confédération suisse, de la Principauté de Monaco ou de la Principauté d'Andorre, s'ils sont nommés dans le corps des administrateurs de l'Etat par la voie des concours complémentaires dénommés «concours d'Orient», ne pourront occuper un emploi dont les attributions ne sont pas séparables de l'exercice de la souveraineté ou comportent une participation directe ou indirecte à l'exercice de prérogatives de puissance publique. Leur avancement de grade ou leur promotion de corps interviendra avec les mêmes restrictions.*

**CONCOURS EXTERNE**

Le concours externe est ouvert aux candidats qui, au plus tard à **la date de clôture des inscriptions**, sont titulaires d'une licence, d'un autre titre ou diplôme classé au moins au niveau 6 au sens du répertoire national des certifications professionnelles ou d'une qualification reconnue comme équivalente à l'un de ces titres ou diplômes dans les conditions fixées par le décret du 13 février 2007 modifié relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique (décret [2022-721 article 2](#))

Les pères ou mères de famille d'au moins trois enfants, élevant ou ayant élevé effectivement 3 enfants, candidats au concours externe, sont dispensés de produire un de ces titres ou diplômes (article [L325-10](#) du code général de la fonction publique).

De même, sont dispensés de la condition de diplôme les sportifs de haut niveau inscrits sur la liste arrêtée par le ministre chargé des sports (article L. 221-3 du code du sport).

**CONCOURS INTERNE**

Les candidats doivent remplir trois conditions (décret [2022-721 article 3](#)) :

1. *Une condition de statut* : le concours interne est ouvert aux fonctionnaires et **agents de l'État**, des collectivités territoriales et des établissements publics qui en dépendent. Ce concours est également ouvert aux candidats en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale.
2. *Une condition d'activité* : les candidats internes doivent être **en activité à la date de clôture des inscriptions**, ce qui comprend également :
  - certaines positions de congé - administratif, maternité, formation - qui ne sont pas considérées comme interrompant l'activité,
  - le détachement,
  - le congé parental,
  - l'accomplissement du service national.

Les agents en disponibilité ne peuvent pas se présenter au concours interne.

3. *Une condition d'ancienneté* : les candidats doivent justifier d'au moins **quatre ans** de **services publics** au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle le concours est organisé.

## TROISIEME CONCOURS

Le troisième concours est ouvert aux candidats justifiant, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle le concours est organisé, de l'exercice **pendant huit ans** au moins d'une ou de plusieurs des activités ou d'un ou de plusieurs des mandats mentionnés à l'article L. 325-7 du code général de la fonction publique. Les périodes au cours desquelles l'exercice d'une ou plusieurs activités ou d'un ou plusieurs mandats aura été simultanément ne sont prises en compte qu'à un seul titre (décret [2022-721 article 4](#)).

### REMARQUES IMPORTANTES :

- ❖ **Par services publics**, il faut entendre l'ensemble des services effectivement accomplis, en qualité d'agent de droit public (fonctionnaire ou agent non titulaire de l'Etat avec des contrats de droit public, des collectivités locales et des établissements publics qui en dépendent), il n'est pas indispensable que les services requis soient consécutifs ou accomplis dans une même administration. Les services accomplis au sein des organisations internationales intergouvernementales sont assimilés à des services publics.
- ❖ **Les services effectués en qualité d'agent recruté en contrat local ne sont pas des services publics.** Pour les concours de catégorie A, ils ne sont pas pris en compte dans le calcul de l'**ancienneté**. En revanche, ils permettent de remplir la **condition d'activité**.
- ❖ **Les agents de droit local peuvent s'inscrire au troisième concours avec leur contrat de droit privé, s'ils remplissent la condition d'ancienneté**
- ❖ Les périodes d'activité en qualité d'auxiliaire ou de vacataire sont prises en considération sous réserve qu'elles aient été accomplies en qualité d'agent de l'Etat c'est-à-dire qu'elles aient donné lieu à rémunération au titre d'emplois budgétaires de l'Etat.
- ❖ Le temps effectif de volontariat civil est compté dans le calcul de l'ancienneté des services exigés.
- ❖ Les services à temps partiel sont pris en compte au prorata de leur durée, pour les agents non titulaires de l'Etat qui sont titulaires d'un contrat de travail à temps incomplet (temps travaillé inférieur à 50%).
- ❖ Les états de service ne sont à envoyer que sur demande du bureau des concours.

### CANDIDATS HANDICAPÉS

Les candidats en situation de handicap qui demandent un aménagement des épreuves doivent fournir un certificat médical établi par un médecin agréé. Le certificat médical, qui doit avoir été établi moins de six mois avant le déroulement des épreuves, précise la nature des aides humaines et techniques ainsi que des aménagements nécessaires pour permettre aux candidats, compte tenu de la nature et de la durée des épreuves, de composer dans des conditions compatibles avec leur situation.

Le certificat médical doit être transmis par le candidat au plus tard 3 semaines avant le déroulement des épreuves écrites, conformément au décret n° [2020-523](#) du 4 mai 2020 relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap.